



CTA du 17 janvier 2019 - Académie de Grenoble

Notre CTA est le premier de cette nouvelle mandature ; la FSU veut former le vœu que cette année 2019 soit celle de l'Éducation pour toutes et tous, ses personnels comme ses usagers.

Hélas, le contexte ne nous engage guère à l'optimisme. Il y a loin entre le discours de la confiance, répété à l'envi par le ministre Blanquer, et la réalité des projets en cours qui voudraient museler toute parole n'allant pas dans le sens de la doxa gouvernementale.

Notre organisation, la FSU, vient de remporter largement les élections professionnelles, confortant sa position de porte parole de la profession. Et pourtant, s'ouvre aujourd'hui un « grand débat » qui poursuit la stratégie de mise à l'écart des « corps intermédiaires », dont les organisations syndicales que nous sommes et auxquelles les collègues viennent d'accorder leur confiance. Pour autant, la FSU a des choses à dire, et les fera connaître, partout, parce que c'est le rôle que lui assignent très majoritairement les collègues. Aujourd'hui, c'est l'opération #stopmépris dans le second degré, le 24, nous serons en grève, parce que nous n'acceptons pas les économies faites sur le dos de la jeunesse de ce pays, ni les suppressions de postes, (avouées comme les 11 postes administratifs ou masquées comme pour le second degré où l'affichage d'une création tente de voiler en réalité 99 (0,4) suppressions de postes enseignants), ni les réformes des lycées dont c'est l'un des objectifs, sans parler des reculs graves en termes de démocratisation de l'accès aux savoirs et à la formation qu'elles mettent en place. En témoignent également les discours sur l'école inclusive : des objectifs très ambitieux sont affichés, que bien évidemment, nous partageons, mais concrètement, sans formation ni moyens supplémentaires, cela demeure, comme souvent, effets d'annonce et rhétorique de communication. Quant à sa réorganisation envisagée, elle nous paraît construite sur une simple mutualisation des manques, ce que nous ne pouvons pas accepter davantage. Le fait même de parler en boucle de « dépense publique » à baisser nécessairement, en lieu et place de développement des services publics, instruments de solidarité et de justice sociale trace la ligne de cette politique ultra libérale que nous combattons.

Les élu-e-s FSU